

en provenance des États-Unis. Nous nous y sommes opposés particulièrement quand la réponse du gouvernement canadien à l'offre de libre-échange du Royaume-Uni,—la seule manière dont ce détournement pouvait se faire dans un délai raisonnable,—a été tout à fait négative.

L'hon. M. Green: Puis-je poser une question au chef de l'opposition? Le parti libéral est-il en faveur du libre-échange entre le Royaume-Uni et le Canada?

L'hon. M. Pearson: J'en parlerai dans un instant. J'ai déjà exposé notre opinion là-dessus, et je serais heureux de la réitérer. Toutefois, non seulement l'attitude du gouvernement actuel a-t-elle été complètement négative en ce qui concerne l'offre en question, mais elle a eu pour résultat ce que l'*Economist* de Londres a appelé, l'autre jour, "la faillite du libre-échange".

Neuf mois après sa première déclaration à ce sujet, dans une entrevue accordée à une revue américaine, le *News and World Report* des États-Unis, que j'ai l'habitude de lire toutes les semaines, le premier ministre a dit qu'"il n'y avait pas de politique de réorientation, que pareille proposition de déviation n'avait jamais été faite".

Le irés hon. M. Diefenbaker: Donnez donc lecture de la question et de la réponse.

L'hon. M. Pearson: La question posée au premier ministre que publie la revue en cause était:

Croyez-vous que le Canada réorientera réellement 15 p. 100 de ses échanges avec les États-Unis au profit de la Grande-Bretagne?

Et voici la réponse:

Nous n'avons jamais dit que nous allions détourner 15 p. 100 de notre commerce. J'ai dit, à titre d'exemple, que, si l'on détournait 15 p. 100, il en résulterait un déficit raisonnable dans nos échanges avec les États-Unis, ce qui nous assurerait des débouchés pour ainsi dire inexistantes aujourd'hui.

Eh bien, cette question et la réponse m'ont fait penser à deux ou trois questions et je suis sûr que les mêmes questions se sont posées à l'esprit de bien d'autres.

La première question à laquelle j'ai pensé est celle-ci: "Qu'a dit le premier ministre à cette époque?" La deuxième question est celle-ci: "Quelle impression sa déclaration a-t-elle créée au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis?" Et voici la troisième question: "Quelles mesures, s'il en est, ont été prises durant les neuf derniers mois pour remédier à cette impression quant à la politique canadienne, si l'impression était fautive?"

Examinons donc la première question. D'après la *Presse canadienne*, voici ce que

[L'hon. M. Pearson.]

le premier ministre a déclaré à son retour du Royaume-Uni, le 7 juillet. Je cite le compte rendu de la *Presse canadienne*:

Il...

Le premier ministre...

...aimerait qu'environ 15 p. 100 des importations canadiennes de provenance américaine soient détournées vers la Grande-Bretagne.

Le 23 juillet, le *Journal* d'Ottawa, source incontestable, citait les paroles suivantes, que le premier ministre aurait prononcées dans une entrevue:

Je considère cet objectif...

Il s'agit, bien entendu, du détournement de 15 p. 100...

...comme raisonnable, juste et réalisable.

Le 22 novembre, la *Presse canadienne* prêtait les paroles qui suivent au premier ministre:

Il...

Le premier ministre...

...compte bien que la mission commerciale du Canada atteindra son objectif qui est de détourner vers la Grande-Bretagne 15 p. 100 des importations canadiennes de provenance américaine au Canada.

A cette occasion, le premier ministre a déclaré qu'il était sûr qu'on pouvait détourner vers le Royaume-Uni 15 p. 100 des importations canadiennes de provenance américaine.

On rapporte qu'il aurait répondu ce qui suit en réponse à la question d'un journaliste:

Je n'aurais jamais énoncé un tel principe en juillet dernier si je ne l'avais pas cru réalisable.

En outre, le 25 octobre dernier, un vendredi, ici même à la Chambre, ainsi qu'on peut le lire à la page 422 du *hansard*, l'honorable député d'Essex-Est a demandé au premier ministre s'il allait s'entretenir avec le premier ministre du Royaume-Uni de sa proposition,—le mot employé était bien "proposition",—de détourner des achats du Canada d'un pays ami vers un autre. Le premier ministre s'est-il élevé à cette occasion contre le mot "proposition"? pas du tout. Il a simplement répondu qu'il allait s'entretenir avec M. Macmillan de toutes les questions d'intérêt commun.

Au cours de la campagne électorale, le premier ministre a plus d'une fois rappelé,—avec une certaine satisfaction, je crois,—son projet de détourner vers le Royaume-Uni 15 p. 100 de nos importations provenant des États-Unis. D'après la déclaration même du premier ministre, il me semble parfaitement évident qu'on ne visait pas seulement à accroître les exportations britanniques vers le Canada, mais à détourner vers le Royaume-Uni des importations canadiennes de provenance américaine. Il s'agissait donc bien de détournement. On ne saurait en douter. La population